

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Lois et décrets			Débats à l'Assemblée Nationale	Bulletin Officiel Ann. march. publ. Registre du Commerce	REDACTION ET ADMINISTRATION DIRECTION
	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	Un an	
Algérie*	8 dinars	14 dinars	24 dinars	20 dinars	15 dinars	Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 9, Av. A Benbarek ALGER Tél : 66-81-49 66-80-96 C.C.P. 8200-56 — Alger.
Etranger	12 dinars	20 dinars	35 dinars	20 dinars	28 dinars	

Le numéro 0,25 Dinar — Numéro des années antérieures : 0,30 dinars les tables sont fournies gratuitement aux abonnés
 Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellements et réclamations — Changement d'adresse ajouter 0,30 Dinar

Tarif des insertions : 2,50 Dinars la ligne

SOMMAIRE

LOIS ET ORDONNANCES

Ordonnance n° 66-275 du 12 septembre 1966 portant suspension de la taxe à la production frappant certains lièges et ouvrages de liège, p. 914.

Ordonnance n° 66-294 du 22 septembre 1966 portant nomination du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, p. 914.

Ordonnance n° 66-295 du 22 septembre 1966 portant nomination du ministre des travaux publics et de la construction, p. 914.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés des 22 et 1^{er} septembre 1966 portant suppression de commissariats de police d'arrondissements à Oran-port Sidi Bel Abbès et Sfifef, p. 914.

MINISTERE DES FINANCES ET DU PLAN

Décret n° 66-276 du 12 septembre 1966 portant transformation d'emplois au budget du ministère des affaires étrangères, p. 915.

Décret n° 66-277 du 12 septembre 1966 portant modification du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale, p. 915.

Décret n° 66-278 du 12 septembre 1966 portant modification du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale, p. 915.

Arrêté du 7 septembre 1966 portant transfert de crédits au budget du ministère de l'éducation nationale, p. 916.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

Décret n° 66-279 du 12 septembre 1966 relatif à la libération anticipée d'une partie de la récolte 1966-1967 viti-vinicole, p. 916.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décrets du 13 septembre 1966 portant commutations de peines, p. 916.

Arrêtés des 26 août et 1^{er} septembre 1966 portant mouvement dans le corps de la magistrature, p. 916.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret du 12 septembre 1966 nommant un professeur associé à la faculté de droit et des sciences économiques de l'université d'Alger, p. 916.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

Décret n° 66-282 du 12 septembre 1966 portant modification de l'engagement de la compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) au titre de l'article C 49 de la convention de concession de Tiguentourine, p. 917.

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET DES TRANSPORTS

Arrêté interministériel du 5 septembre 1966 portant organisation d'un concours interne pour l'accès à l'emploi d'agent d'exploitation, p. 917.

Arrêté du 3 septembre 1966 relatif à l'ouverture de l'aérodrome de Bejaïa Soummam à la circulation aérienne publique, p. 918.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 19 août 1966 portant contingentement de produits en matière plastique, p. 919.

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Décret n° 66-283 du 12 septembre 1966 subordonnant à une autorisation administrative, l'organisation de centres de vacances à l'étranger, p. 919.

ACTES DES PREFETS

Arrêté du 19 juillet 1966 autorisant la commune d'Aïn M'Lila à céder des lots communaux à des tiers, p. 919.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis n° 36 Z. F. du ministère des finances et du plan donnant une douzième liste des agriculteurs français ayant demandé à transférer en France, le produit de la réalisation de leur dernière récolte, p. 919.

Marchés. — Adjudication, p. 920.

— Mise en demeure d'entrepreneur, p. 920.

Associations. — Déclarations, p. 920.

LOIS ET ORDONNANCES

Ordonnance n° 66-275 du 12 septembre 1966 portant suspension de la taxe à la production frappant certains lièges et ouvrages de liège.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre des finances et du plan,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale.

Vu l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966, notamment son article 57,

Vu l'arrêté du 3 février 1966 fixant les modalités de fonctionnement de la commission chargée d'étudier la réunion des taux de la taxe unique globale à la production,

Vu le code des taxes sur le chiffre d'affaires en son article 51,

Vu les conclusions de ladite commission en sa séance du 2 septembre 1966,

Ordonne :

Article 1^{er}. — La perception de la taxe à l'exportation de 1,50 % frappant les lièges et ouvrages de liège figurant aux n°s 45-02 à 45-04 du tarif douanier, est suspendue jusqu'au 31 décembre 1971.

Art. 2. — Le ministre des finances et du plan et le ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 septembre 1966.

Houari BOUMEDIENE.

Ordonnance n° 66-294 du 22 septembre 1966 portant nomination du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

Le Conseil de la révolution,

Vu la proclamation du 19 juin 1965,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Ordonne :

Article 1^{er}. — M. Abdennour Ali Yahia est nommé ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

Art. 2. — Un décret précisera les attributions du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

Art. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 22 septembre 1966.

P. le Conseil de la révolution,
le Président

Houari BOUMEDIENE.

Ordonnance n° 66-295 du 22 septembre 1966 portant nomination du ministre des travaux publics et de la construction.

Le Conseil de la révolution,

Vu la proclamation du 19 juin 1965,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Ordonne :

Article 1^{er}. — M. Lamine Khene est nommé ministre des travaux publics et de la construction.

Art. 2. — Un décret précisera les attributions du ministre des travaux publics et de la construction.

Art. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 22 septembre 1966.

P. le Conseil de la révolution,
le Président

Houari BOUMEDIENE.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés des 22 août et 1^{er} septembre 1966 portant suppression de commissariats de police d'arrondissements à Oran-port Sidi Bel Abbès et Sifzef.

Le ministre de l'intérieur,

Sur le rapport du directeur général de la sûreté nationale,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale ;

Vu la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale,

Vu la loi du 9 septembre 1936 instituant la police d'Etat dans certaines communes d'Algérie,

Vu l'ordonnance du 23 octobre 1943 portant institution de la police d'Etat dans les communes d'Algérie,

Vu le décret n° 55-474 du 27 avril 1955 portant étatisation de la police municipale en Algérie,

Arrête :

Article 1^{er}. — Le commissariat du 8^{ème} arrondissement de sécurité publique d'Oran-port est supprimé.

Art. 2. — Le directeur général de la sûreté nationale prendra toutes mesures utiles pour la liquidation de la situation administrative et matérielle de cet arrondissement de sécurité publique.

Art. 3. — Le directeur général de la sûreté nationale est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 août 1966.

Ahmed MEDEGHRI.

Le ministre de l'intérieur,

Sur le rapport du directeur général de la sûreté nationale,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale ;

Vu la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale,

Vu la loi du 9 septembre 1936 instituant la police d'Etat dans certaines communes d'Algérie,

Vu l'ordonnance du 23 octobre 1943 portant institution de la police d'Etat dans les communes d'Algérie,

Vu le décret n° 55-474 du 27 avril 1955 portant étatisation de la police municipale en Algérie,

Arrête :

Article 1^{er}. — Le commissariat de police de la circonscription de sécurité publique de Marsa Ben M'Hidi de l'arrondissement de Maghnia, est supprimé.

Art. 2. — Le directeur général de la sûreté nationale prendra toutes mesures utiles pour la liquidation de la situation administrative et matérielle de cette circonscription de sécurité publique.

Art. 3. — Le directeur général de la sûreté nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 août 1966.

Ahmed MEDEGHRI.

Le ministre de l'intérieur,

Sur le rapport du directeur général de la sûreté nationale,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale ;

Vu la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale,

Vu la loi du 9 septembre 1936 instituant la police d'Etat dans certaines communes d'Algérie,

Vu l'ordonnance du 23 octobre 1943 portant institution de la police d'Etat dans les communes d'Algérie,

Vu le décret n° 55-474 du 27 avril 1955 portant étatisation de la police municipale en Algérie,

Arrête :

Article 1^{er}. — Le commissariat de police de la circonscription de la sécurité publique de Sfizef, arrondissement de Sidi Bel Abbès, est supprimé.

Art. 2. — Le directeur général de la sûreté nationale prendra toutes mesures utiles pour la liquidation de la situation administrative et matérielle de cette circonscription de sécurité publique.

Art. 3. — Le directeur général de la sûreté nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1^{er} septembre 1966.

Ahmed MEDEGHRI

MINISTRE DES FINANCES ET DU PLAN

Décret n° 66-276 du 12 septembre 1966 portant transformation d'emplois au budget du ministère des affaires étrangères.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement

Vu l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966 et notamment son article 5 ;

Vu le décret n° 66-27 du 20 janvier 1966 portant répartition des crédits ouverts pour 1966 au ministre des affaires étrangères,

Sur proposition du ministre des finances et du plan,

Décète :

Article 1^{er}. — Sont supprimés au budget du ministère des affaires étrangères, chapitre 31-11 « services à l'étranger rémunérations principales » article 1 - personnel titulaire des postes diplomatiques et consulaires, deux emplois de ministres plénipotentiaires de 3^{ème} classe.

Art. 2. — Sont créés au chapitre 31-11 susvisé, en remplacement des emplois supprimés à l'article ci-dessus, 1 emploi de ministre plénipotentiaire de 2^{ème} classe et 1 emploi de ministre plénipotentiaire hors classe.

Art. 3. — La dépense afférente à la prise en charge des emplois visés à l'article 2 ci-dessus, est gagée par les crédits provenant de la suppression des emplois figurant à l'article 1^{er} du présent décret.

Art. 4. — Le ministre des finances et du plan et le ministre des affaires étrangères, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 septembre 1966.

Houari BOUMEDIENE.

Décret n° 66-277 du 12 septembre 1966 portant modification du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement,

Vu l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966 et notamment ses articles 4 bis et 5,

Vu l'ordonnance n° 66-225 du 29 juillet 1966, modifiant l'article 4 bis de l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966,

Vu le décret n° 66-9 du 11 janvier 1966 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1966 au ministre de l'éducation nationale.

Décète :

Article 1^{er}. — Est annulé sur 1966, un crédit de cent douze mille cinq cent dinars (112.500 DA) applicable au budget du ministère de l'éducation nationale, chapitre 34-23 « enseignement primaire - fournitures ».

Art. 2. — Est ouvert sur 1966, un crédit de cent douze mille cinq cent dinars (112.500 DA) applicable au budget du ministère de l'éducation nationale, chapitre 31-23 « école normale supérieure, rémunérations principales ».

Art. 3. — Dans la limite des crédits transférés, il est créé au chapitre 31-23 « école normale supérieure - rémunérations principales », cinquante (50) postes budgétaires d'élèves - professeurs. La prise en charge des élèves nommés sur ces postes budgétaires sera effectuée à compter du 1^{er} octobre 1966.

Art. 4. — Le ministre des finances et du plan et le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 septembre 1966.

Houari BOUMEDIENE.

Décret n° 66-278 du 12 septembre 1966 portant modification du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement,

Vu l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966 et notamment ses articles 4 bis et 5,

Vu l'ordonnance n° 66-225 du 29 juillet 1966, modifiant l'article 4 bis de l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966,

Vu le décret n° 66-9 du 11 janvier 1966 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 1966 au ministre de l'éducation nationale,

Décète :

Article 1^{er}. — Est annulé sur 1966, un crédit de trente deux mille dinars (32.000 DA) applicable au budget du ministère de l'éducation nationale, chapitre 34-23 : « enseignement primaire - fournitures ».

Art. 2. — Est ouvert sur 1966, un crédit de trente deux mille dinars (32.000 DA) applicable au budget du ministère de l'éducation nationale, chapitre 31-01 : « administration centrale - rémunérations principales ».

Art. 3. — Dans la limite des crédits transférés, il est créé au chapitre 31-01 « administration centrale - rémunérations principales » dix (10) postes budgétaires de secrétaires administratifs. La prise en charge des agents nommés sur ces postes budgétaires sera effectuée à compter du 1^{er} septembre 1966.

Art. 4. — Le ministre des finances et du plan et le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 septembre 1966.

Houari BOUMEDIENE.

Arrêté du 7 septembre 1966 portant transfert de crédits au budget du ministère de l'éducation nationale.

Le ministre des finances et du plan,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965, portant loi de finances pour 1966 et notamment son article 4 bis.

Vu le décret n° 66-9 du 11 janvier 1966 portant répartition des crédits ouverts au ministre de l'éducation nationale,

Arrête :

Article 1^{er}. — Est annulé sur 1966, un crédit de cent trente quatre mille sept cent quatre dinars (134.704 DA) applicable au budget du ministère de l'éducation nationale, chapitre 31-47 « orientation scolaire et professionnelle - rémunérations principales ».

Art. 2. — Est ouvert sur 1966, un crédit de cent trente quatre mille sept cent quatre dinars (134.704 DA) applicable au chapitre 31-65 « rémunérations des agents français en coopération technique culturelle » article 11 « orientation scolaire et professionnelle ».

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

P. le ministre des finances
et du plan, et par délégation,
Le directeur général,
Smaïl MAHROUG.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA REFORME AGRAIRE**

Décret n° 66-279 du 12 septembre 1966 relatif à la libération anticipée d'une partie de la récolte 1966-1967 viti-vinicole.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale,

Vu le décret n° 65-276 du 13 décembre 1965 relatif à la libération anticipée d'une partie de la récolte 1965-1966,

Vu le décret n° 66-55 du 3 mars 1966 relatif à l'organisation de la campagne viti-vinicole 1965-1966,

Vu le code du vin,

Décète :

Article 1^{er}. — En attendant le résultat définitif des vinifications de la récolte viti-vinicole 1966-1967, chaque viticulteur pourra, dès la publication du présent décret au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*, disposer de 15 hectolitres par hectare pour alimenter les expéditions à destination du territoire douanier français.

Art. 2. — Les mûts destinés à la fabrication de jus de fruits et de mistelles, les vins destinés à l'usage industriel (vinage par enrichissement d'alcool) ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 1 ci-dessus et leur exportation s'effectue librement dans le cadre de la législation en vigueur.

Art. 3. — Les conditions et les modalités définitives d'organisation de la campagne 1966-1967, seront définies ultérieurement.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, le ministre des finances et du plan et le ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 12 septembre 1966.

Houari BOUMEDIENE.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décrets du 13 septembre 1966 portant commutations de peines.

Le Président du conseil de la révolution,

Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de la justice, garde des sceaux,
Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'arrêt rendu le 5 septembre 1966 par la cour spéciale de répression des infractions économiques d'Alger et condamnant à la peine de mort, le nommé Bouharid Mohammed-Tayeb pour introduction et mise en circulation de fausse monnaie étrangère ;

Vu le recours en grâce de Bouharid Mohammed-Tayeb,

Décète :

Article 1^{er}. — La peine capitale prononcée à l'encontre de Bouharid Mohammed-Tayeb est commuée en réclusion criminelle à perpétuité.

Art. 2. — Le ministre de la justice, garde des sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger le 13 septembre 1966.

Houari BOUMEDIENE.

Le Président du conseil de la révolution,
Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de la justice, garde des sceaux,
Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'arrêt rendu le 5 septembre 1966 par la cour spéciale de répression des infractions économiques d'Alger et condamnant à la peine de mort le nommé Corti Giovanni dit Jean pour introduction et mise en circulation de fausse monnaie étrangère,

Vu le recours en grâce de Corti Giovanni dit Jean,

Décète :

Article 1^{er}. — La peine capitale prononcée à l'encontre de Corti Giovanni dit Jean, est commuée en réclusion criminelle à perpétuité.

Art. 2. — Le ministre de la justice, garde des sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger le 13 septembre 1966.

Houari BOUMEDIENE.

Arrêtés des 26 août et 1^{er} septembre 1966 portant mouvement dans le corps de la magistrature.

Par arrêté du 26 août 1966, M. Mohamed Bedoui, juge au tribunal de Béni Abbès, est mûté en la même qualité au tribunal de Béchar.

Par arrêté du 26 août 1966, M. Ahmed Bensaim, juge au tribunal de Béchar, est mûté en la même qualité au tribunal de Béni Abbès.

Par arrêté du 1^{er} septembre 1966, M. Abdelkader Bennai, substitut général près la cour d'Oran, est suspendu de ses fonctions.

Par arrêté du 1^{er} septembre 1966, M. Bouasria Kabardil, juge au tribunal d'Ighil Izane, est mûté en la même qualité au tribunal de Mostaganem.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret du 12 septembre 1966 nommant un professeur associé à la faculté de droit et des sciences économiques de l'université d'Alger.

Par décret du 12 septembre 1966, M. Mustapha Henni est nommé professeur associé à la faculté de droit et des sciences économiques de l'université d'Alger pour une durée de 2 ans.

L'intéressé percevra un traitement calculé sur la base de l'indice 785.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

Décret n° 66-282 du 12 septembre 1966 portant modification de l'engagement de la compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) au titre de l'article C 49 de la convention de concession de Tiguentourine.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de l'industrie et de l'énergie,
Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962 sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale;
Vu le décret du 27 octobre 1961 accordant à la compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) la concession des gisements d'hydrocarbures de Tiguentourine;
Vu la convention de concession du gisement de Tiguentourine signée le 13 octobre 1961 et annexée au décret susvisé;
Vu la pétition en date du 17 novembre 1965 par laquelle la société CREPS sollicite la modification de l'article C 49 de la convention de concession de Tiguentourine relatif à l'exploitation complémentaire de ce gisement;
Vu l'avenant n° 1 en date du 17 août 1966 à la convention de concession;
Vu les plans, pouvoirs, engagements et autres documents produits à l'appui de cette pétition;

Décète :

Article 1^{er}. — L'article C 49 de la convention de concession de Tiguentourine relatif à l'exécution complémentaire du gisement, est modifié et complété comme suit :

- (sans changement).
- Dans un délai de cinq ans suivant la date d'octroi de la concession, un sondage destiné à étudier les réservoirs du carbonifère et du dévonien implanté à l'ouest de la faille limitant vers l'ouest, la structure de Tiguentourine, au voisinage du point de tir 97 du profil 3 TIG - 4.
- Dans un délai de cinq ans suivant la date d'octroi de la concession, un sondage destiné à étudier les réservoirs du carbonifère et du dévonien dans la zone au sud et à 1 km environ du sondage TG - 112.
- Dans un délai de cinq ans suivant la date d'octroi de la concession, un sondage destiné à étudier les réservoirs du carbonifère et du dévonien. La position de ce puits sera définie d'un commun accord entre les autorités compétentes et la société concessionnaire lors de l'implantation du sondage.

(Le reste sans changement).

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 12 septembre 1966.

Houari BOUMEDIENE.

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET DES TRANSPORTS

Arrêté interministériel du 5 septembre 1966 portant organisation d'un concours interne pour l'accès à l'emploi d'agent d'exploitation.

Le ministre des postes et télécommunications et des transports et

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale,

Vu la loi n° 63-321 du 31 août 1963 relative à la protection sociale des anciens moudjahidines, modifiée par l'ordonnance n° 66-36 du 2 février 1966.

Vu le décret n° 54-628 du 9 juin 1954 portant statut particulier du corps des agents principaux et agents d'exploitation.

Vu le décret n° 62-503 du 19 juillet 1962 édictant des mesures

destinées à favoriser l'accès à la fonction publique et notamment, son article 5.

Arrêtent :

Article 1^{er}. — En application de l'article 5 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962, un concours interne est organisé en vue de l'accès à l'emploi d'agent d'exploitation.

Les épreuves se dérouleront le 13 novembre 1966 dans les centres de concours fixés par l'administration.

Les listes de candidatures seront closes le 1^{er} octobre 1966.

Art. 2. — Pour faire acte de candidature, les candidats masculins et féminins doivent remplir les conditions suivantes :
— être âgé de dix huit ans au moins et de trente cinq ans au plus, au 1^{er} janvier 1966.

La limite d'âge de trente cinq ans peut être reculée d'un an par enfant à charge et de la durée des services de non titulaire, d'au moins six heures par jour, jusqu'à la limite de quarante cinq ans.

La limite d'âge est portée à quarante cinq ans sans faculté de recul pour les membres de l'OCFLN ou de l'ALN et veuves de guerre.

— avoir été recruté en qualité d'agent non titulaire avant le 1^{er} janvier 1966, ou avant le 1^{er} juillet 1966 pour les candidats bénéficiaires de la loi n° 63-321 du 31 août 1963, modifiée par l'ordonnance n° 66-36 du 2 février 1966.

Art. 3. — Le nombre de places offertes est fixé à cinq cents.

Sans préjudice des dispositions qui interviendraient ultérieurement pour l'accès aux emplois publics des membres de l'ALN ou de l'OCFLN, vingt pour cent des emplois offerts sont réservés aux membres de l'ALN ou de l'OCFLN, justifiant leur qualité par la production de la fiche individuelle, délivrée en application des dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 66-37 du 2 février 1966.

Art. 4. — Les demandes de participation au concours conformes au modèle joint en annexe I et transmises par la voie hiérarchique, doivent parvenir aux services régionaux ou centraux dont dépendent les candidats avant le 1^{er} octobre 1966.

Art. 5. — Le concours comporte les épreuves suivantes :

Epreuves	Durée	Coefficient
— Rédaction,	2 h.	2
— Arithmétique,	2 h.	2
— Questions professionnelles (2 questions),	3 h.	3
— Arabe (facultatif).	1 h.	—

Chacune des épreuves est notée de 0 à 20.

En ce qui concerne l'épreuve facultative de langue arabe, il n'est tenu compte que des points en excédent de 10.

Aucun candidat ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu, après application des coefficients, 70 points pour l'ensemble des épreuves obligatoires, la note 0 étant éliminatoire.

Le programme détaillé des épreuves sur lesquelles porte le concours, figure en annexe II au présent arrêté.

Art. 6. — Le jury de concours se compose des fonctionnaires désignés ci-après :

- le directeur général des postes et télécommunications ou son représentant, président,
- le directeur des affaires générales ou son représentant,
- le directeur des télécommunications ou son représentant,
- le directeur des postes et services financiers ou son représentant,

Art. 7. — Les candidats reçus sont appelés à l'activité selon les besoins du service, dans l'ordre de classement et sont à la disposition de l'administration pour être affectés dans l'un des postes vacants du territoire national.

La nomination des agents d'exploitation est prononcée par arrêté du ministre des postes et télécommunications et des transports.

Art. 8. — Les candidats effectuent, à compter de leur nomination, un stage dont la durée est fixée à un an.

Dès le début du stage, ils fréquentent un cours d'instruction professionnelle de deux mois environ.

A l'issue du cours, ceux dont la moyenne générale, après

l'examen final, n'est pas au moins égale à 12, sont replacés dans leur cadre d'origine ou licenciés.

Art. 9. — Le directeur général des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 5 septembre 1966.

Le ministre de l'intérieur

Ahmed MEDEGHRI.

Le ministre des postes et
télécommunications et des
transports

Abdelkader ZAIBEK.

ANNEXE I

DEMANDE D'INSCRIPTION AU CONCOURS INTERNE D'AGENT D'EXPLOITATION DU 13 NOVEMBRE 1966.

cadre à remplir par le candidat.

Le soussigné,

Nom :, Prénoms :

Date de naissance :

Grade actuel :, bureau ou service :

est candidat au concours interne d'agent d'exploitation du 13 novembre 1966.

Ancienneté de service au 1^{er} janvier 1966 (y compris les services de non titulaire d'au moins 6 heures par jour

: jours

ans mois jours

Situation de famille (1) : célibataire, marié, veuf, divorce.
Nombre d'enfants à charge :

Cadre à remplir par les bénéficiaires des dispositions de la loi n° 63-321, modifiée par l'ordonnance n° 66-36.

— Fiche individuelle de membre de l'OCFLN - de l'ALN (1)

— Fiche individuelle de mon père chahid membre de l'OCFLN - de l'ALN (1) et (le cas échéant) extrait de jugement portant déclaration de décès (1)

— Fiche individuelle de mon époux chahid membre de l'OCFLN - de l'ALN (1) un certificat de non remariage et (le cas échéant) un extrait de jugement portant déclaration de décès - ci-joints.

A....., le.....

(signature),

cadre réservé au service.

Rectifications éventuelles.

Fiche PG conforme

Visa fichiste

AVIS DU CHEF IMMEDIAT

AVIS DU CHEF DE SERVICE

Avis favorable

Avis défavorable (1)

Motif de l'avis défavorable :

A....., le.....
Timbre à date

Avis favorable

Avis défavorable (1)

Motif de l'avis défavorable :

A....., le.....
Le directeur,

(1) Biffer les mentions inutiles.

ANNEXE II

Concours interne d'agent d'exploitation.

Programme des épreuves.

A. Arithmétique. (d'après les programmes des classes de 5^o et 4^o des lycées et collèges).

Nombre entier. Numération décimale. Somme des nombres entiers. Différence et produit de deux nombres entiers. Propriétés des produits de deux nombres. Produits de plusieurs facteurs. Division des nombres entiers. Caractère de divisibilité. Les fractions. Simplification et réduction au même dénominateur. Addition et soustraction des fractions. Multiplication et division d'une fraction par un nombre entier. Multiplication des fractions. Division d'une fraction par une fraction. Fraction décimale. Nombres décimaux. Quotient de deux nombres à une approximation décimale donnée. Puissances. Quotient exact ou rapport. Proportions. Partages proportionnels. Nombres premiers. Plus grand commun diviseur et plus petit commun multiple, avec application aux fractions.

B Questions professionnelles. Les candidats auront à traiter deux questions choisies parmi les vingt proposées, se rapportant aux divers modes opératoires et à l'exécution des opérations courantes.

1^o Service postal. (5 questions).

Conditions générales d'admission des correspondances. - Affranchissement des correspondances. - Conditions générales d'admission des envois chargés et recommandés. - Dépôt des correspondances. - Dépôt des objets chargés et recommandés. - Acheminement des correspondances. - Opérations à l'arrivée des dépêches. - Distribution des correspondances. - Réexpéditions, rebuts.

2^o Services financiers. (5 questions).

a) Mandats. - Emission des mandats du régime intérieur. - Emission des mandats du régime « E ». - Emission des mandats du régime international. - Paiement des mandats émis : régime intérieur, régime « E », régime international. - Comptabilité des mandats émis et des mandats payés.

b) Recouvrements et envois contre remboursement. - Valeurs à recouvrer. - Envois contre remboursement. - Comptabilité.

c) Caisse nationale d'épargne et de prévoyance. - Versements. - Remboursements. - Opérations diverses. - Comptes locaux.

3^o Service télégraphique. (4 questions).

Rédaction des télégrammes. - Dépôt - Compte des mots. - Taxation. - Perception des taxes. - Enregistrement des télégrammes. - Distribution des télégrammes. - Télégrammes téléphonés. - Télégrammes officiels et de service. - Télégrammes spéciaux. - Télégrammes mandats.

4^o Service téléphonique. (3 questions).

Le service des postes publiques : organisation du service des cabines, communications de départ, communications d'arrivée ou rendez-vous de cabine, cas particuliers.

Les communications spéciales. - Les messages téléphonés. - Les communications internationales.

5^o Caisse et comptabilité. (3 questions).

Encaisse des comptables. - Mouvements de fonds. - Encaissement et modalités de règlement des recettes. - Paiement des dépenses du service des postes et télécommunications et des transports et des dépenses étrangères au service des postes et télécommunications et des transports. - Exécution des opérations de caisse et de comptabilité dans les bureaux. - Ecritures des receveurs (non compris les établissements secondaires).

Arrêté du 3 septembre 1966 relatif à l'ouverture de l'aérodrome de Bejaia Soummam à la circulation aérienne publique.

Le ministre des postes et télécommunications et des transports,

Vu le décret n° 65-150 du 1^{er} juin 1965 fixant les conditions de création, de mise en service, d'exploitation et de contrôle des aérodromes civils, et notamment son article 9,

Vu l'enquête technique relative à l'aérodrome de Bejaïa Soummam,

Sur proposition du sous-directeur de l'aviation civile,

Arrêté :

Article 1^{er}. — L'aérodrome de Bejaïa Soummam est ouvert à la circulation aérienne publique à compter du 1^{er} septembre 1966.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 3 septembre 1966.

P. Le ministre des postes et
télécommunications et des
transports

Le secrétaire général,
Mohamed IBNOU ZEKRI.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 19 août 1966 portant contingentement de produits en matière plastique.

Le ministre du commerce,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu le décret n° 63-188 du 16 mai 1963 fixant le cadre contingentaire pour l'importation des marchandises et notamment son article 5,

Vu le décret n° 64-342 du 2 décembre 1964 relatif aux attributions du ministre du commerce,

Arrête :

Article 1^{er}. — La liste faisant l'objet de l'annexe I du décret n° 63-88 du 16 mai 1963 susvisé, est complétée comme suit :

Ex. 39.02 B VII a : Granulés P.V.C. (en chlorure de polyvinyle).

Ex. 42.02 A III : Gaines en polyéthylène.

Ex. 39.07 B : Films en polyéthylène (pour confection d'emballages destinés à l'agriculture).

Ex. 30.07 : Seau, bassins, timbale, sucriers et corbeille en matière plastique.

Art. 2. — Les contrats conclus avant la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, peuvent être exécutés dans la limite de quinze jours francs à compter de cette publication.

Les marchandises qui ont été chargées ou expédiées dans les délais mentionnés ci-dessus, peuvent être librement admises à l'entrée en Algérie. La date qui sera prise en considération sera celle des documents d'expédition.

Art. 3. — Le directeur du commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 19 août 1966.

P. Le ministre du commerce
Le secrétaire général,
Mohamed LEMKAMI.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis n° 36 Z.F. du ministère des finances et du plan donnant une douzième liste des agriculteurs français ayant demandé à transférer en France, le produit de la réalisation de leur dernière récolte.

Référence /Avis n° 16 Z.F.

L'avis n° 16 Z.F. publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire n° 23 du 17 mars 1964 a défini les conditions dans lesquelles les agriculteurs français dont les biens ont été nationalisés par application du décret n° 63-388 du 1^{er} octobre 1963 seraient autorisés à transférer en

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Décret n° 66-283 du 12 septembre 1966 subordonnant à une autorisation administrative, l'organisation de centres de vacances à l'étranger.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres, Sur le rapport du ministre de la jeunesse et des sports,

Vu l'ordonnance n° 65-185 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement,

Décrète :

Article 1^{er}. — A compter de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, l'ouverture à l'étranger de tout centre de vacances à l'intention de groupes d'enfants, d'adolescents et de jeunes algériens, est subordonnée à une autorisation préalable du ministre de la jeunesse et des sports.

Sont, toutefois, dispensés de toute autorisation les séjours à l'étranger organisés par le ministère de la santé publique pour des nécessités d'ordre médical.

Art. 2. — Obtiendront l'autorisation, dans le mois suivant le dépôt de la demande, les œuvres organisant des séjours dans les conditions énumérées ci-dessous :

- séjours gratuits dans le cadre de jumelages ou d'échanges de jeunes,
- séjours organisés au profit des enfants de chouhada,
- séjours prévus dans des centres implantés dans des sites climatiques et présentant un intérêt certain pour les jeunes,
- séjours offerts gratuitement aux enfants de l'assistance publique.

Art. 3. — A défaut de réponse dans le délai prescrit à l'article 2 du présent décret, l'autorisation du ministre de la jeunesse et des sports est considérée comme tacitement acquise.

Art. 4. — Un arrêté du ministre de la jeunesse et des sports déterminera les conditions d'application du présent décret.

Art. 5. — Le ministre de la jeunesse et des sports, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et du plan, le ministre de la santé publique et le ministre des anciens moudjahidines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 12 septembre 1966.

Houari BOUMEDIENE.

ACTES DES PREFETS

Arrêté du 19 juillet 1966 autorisant la commune d'Aïn M'Lila à céder des lots communaux à des tiers.

Par arrêté du 19 juillet 1966, la commune d'Aïn M'Lila est autorisée à céder à des tiers, divers lots communaux d'une superficie de 16.870 m² et 12.855 m² à raison de 7,50 DA. pour les terrains de 1^{re} catégorie et 5 DA. pour les terrains de 2^e catégorie.

France, le produit de la réalisation de leur récolte de vins et céréales, déduction faite des passifs d'exploitation.

Le présent avis a pour objet de publier une douzième liste des agriculteurs français ayant demandé à bénéficier de ces conditions.

Il est rappelé que les créanciers des personnes figurant sur cette liste doivent faire connaître, sous quinzaine à la banque de ces dernières, par lettre recommandée avec accusé de réception, leurs créances en indiquant la nature et l'échéance.

Les diligences, pour le recouvrement des sommes dues, incombent aux créanciers.

CREDIT LYONNAIS

M. Gazotte Léopold	Bou Tlelis	2, rue du Vélodrome Perpignan
--------------------	------------	----------------------------------

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

M. Barrandon Yvon	Lavayssière	La Soluturière 11 Lauraguel
-------------------	-------------	--------------------------------

MARCHES. — Adjudication.

PONTS ET CHAUSSEES DU DEPARTEMENT D'ALGER
PREMIERE CIRCONSCRIPTION

AVIS D'ADJUDICATION PREALABLE

pour l'achèvement des immeubles suivants :

- La grande terrasse, 14 logements à Saint Eugène (les deux moulins) Alger,
- Le cila II, 109 logements à Birmandreis (Chemin Vicinal n° 3) Alger,
- La cité méditerranée, 20 logements à Hussein Dey (Chemin Vauban) Alger,
- La cité de France, 27 logements à Saint Eugène (109 Avenue Foch) Alger.

Lots :

- 1°) lot : Maçonnerie,
- 2°) lot : Etanchéité,
- 3°) lot : Plomberie, ferronnerie,
- 4°) lot : Menuiserie,
- 5°) lot : Persiennes,
- 6°) lot : Electricité,
- 7°) lot : Peinture et vitrerie,
- 8°) lot : Ascenseurs (sur concours).

A une date qui sera ultérieurement précisée, aura lieu éventuellement, une adjudication préalable à l'établissement de marchés pour le remplacement des entreprises de différents lots relatifs aux ensembles ci-dessus.

Les demandes d'admission seront accompagnées :

— D'une déclaration indiquant l'intention du candidat de soumissionner et faisant connaître ses nom, prénoms, qualité et domicile.

— D'une note indiquant ses moyens techniques, le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés ou à l'exécution desquels il a concouru ; à cette note, sera joint, si le candidat en est détenteur, le certificat de qualification professionnelle délivré par un organisme de qualification et de classification.

— De deux certificats délivrés par des hommes de l'art.

— Des documents fiscaux prévus par la circulaire n° 2642/F/CX-R du 9 novembre 1965 du ministère des finances et du plan, à savoir :

a) une attestation du service de l'assiette des taxes sur le chiffre d'affaires certifiant que l'entreprise a souscrit sa déclaration d'existence.

b) un extrait des rôles apuré ou portant la mention certifiée du receveur que l'intéressé a obtenu des délais de paiement.

c) une attestation de l'inspecteur chargé du service d'assiette certifiant que l'intéressé est en règle au regard du versement forfaitaire et de l'impôt sur les traitements et salaires.

d) une attestation du receveur de la taxe unique certifiant que les droits dus sont régulièrement versés par l'assujéti.

— Des attestations émanant de la caisse de compensation, des allocations familiales et de celles des congés payés établissant que l'entreprise est à jour de ses cotisations (casoral et cacobal).

— De la déclaration suivant les prescriptions de l'arrêté du 25 janvier 1962.

Pour le cas d'une entreprise en auto-gestion, en coopérative ouvrière de production ou en coopérative d'artisans, un acte en bonne et due forme désignant le délégué chargé de représenter l'entreprise et lui attribuant les pouvoirs nécessaires ainsi que la justification de qualité du signataire de la soumission et des pièces annexées.

Ces demandes seront adressées à M. Rose Auguste, architecte à Cherchell et devront lui parvenir avant le 26 septembre 1966, terme de rigueur.

Les candidats pourront être reçus à la réunion d'examen des candidatures qui aura lieu le 27 septembre 1966.

Les entreprises admises à participer à l'adjudication seront avisées ultérieurement et directement de leur admission.

Tous renseignements complémentaires pourront être demandés au bureau de l'architecte à Cherchell (téléphone 0,20) ou au service de l'architecture et de l'habitat, 218, Bd Colonel Bougara à El Biar (Alger).

Il est bien précisé que le présent avis a un caractère éventuel et qu'il pourrait ne pas être donné suite si l'administration le jugeait utile.

MISE EN DEMEURE D'ENTREPRENEUR

La coopérative de maçonnerie d'El Echtrakia domiciliée à Al Attai, département d'El Asnam, titulaire du marché n° 30/64 relatif à la construction de 15 logements à Amourah (ex Lavgerie) au titre de l'opération « reconstruction 63 », est mise en demeure d'avoir à reprendre les travaux dans un délai de dix jours (10) à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par l'entreprise de satisfaire à cette mise en demeure dans le délai prescrit, il lui sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

ASSOCIATIONS — DECLARATIONS

15 janvier 1966. — Déclaration à la sous-préfecture de Skikda. Titre : « Sport nautique Skikdi (S.N.S.) ». But : la société nautique de Skikda a pour but d'éveiller, de développer et de propager le goût de la marine et de la navigation. Siège social : Skikda.

9 mars 1966. — Déclaration à la préfecture de Ghardaïa. Titre : « Aéro Mzab Club ». Siège social : Ghardaïa.

11 juillet 1966. — Déclaration à la sous-préfecture de Miliana. Titre : « Société de chasse El Amel ». Siège social : Miliana.

10 août 1966. — Déclaration à la sous-préfecture de Ksar El Boukhari. Titre : « Syndicat d'initiative du tourisme ». But : Organisation et développement du tourisme dans la région de l'arrondissement de Ksar El Boukhari. Siège social : Ksar El Boukhari.

19 août 1966. — Déclaration à la préfecture d'Alger. Titre : « Comité religieux de Staoueli ». Siège social : Mosquée de Staoueli Alger.

25 août 1966. — Déclaration à la préfecture d'Oran. Titre : « Association des chasseurs (aux émules de Némrod) ». Siège social : Oran.